



Assemblée générale

Distr. générale
7 novembre 2022
Français
Original : anglais

Conseil des droits de l'homme Groupe de travail sur la détention arbitraire

Avis adoptés par le Groupe de travail sur la détention arbitraire à sa quatre-vingt-quatorzième session (29 août-2 septembre 2022)

Avis n° 49/2022, concernant Sayed Mujtaba Saeed Alawi Ali al-Khabbaz, Hasan Hameed Abdulnabi Ali Naser Meshamea, Sayed Ahmed Hadi Alawi Amin Hasan et Sayed Mahmood Ali Moosa Jaafar al-Alawi (Bahreïn)

1. Le Groupe de travail sur la détention arbitraire a été créé par la Commission des droits de l'homme dans sa résolution 1991/42. Son mandat a été précisé et renouvelé dans la résolution 1997/50 de la Commission. Conformément à la résolution 60/251 de l'Assemblée générale et à sa décision 1/102, le Conseil des droits de l'homme a repris le mandat de la Commission. Le Conseil a reconduit le mandat du Groupe de travail pour une nouvelle période de trois ans dans sa résolution 42/22.
2. Le 17 février 2022, conformément à ses méthodes de travail¹, le Groupe de travail a transmis au Gouvernement bahreïni une communication concernant Sayed Mujtaba Saeed Alawi Ali al-Khabbaz, Hasan Hameed Abdulnabi Ali Naser Meshamea, Sayed Ahmed Hadi Alawi Amin Hasan et Sayed Mahmood Ali Moosa Jaafar al-Alawi. Le Gouvernement a répondu à la communication le 12 avril 2022 et a fourni des informations complémentaires tardivement, le 25 mai 2022. L'État est partie au Pacte international relatif aux droits civils et politiques.
3. Le Groupe de travail estime que la privation de liberté est arbitraire dans les cas suivants :
 - a) Lorsqu'il est manifestement impossible d'invoquer un quelconque fondement juridique pour justifier la privation de liberté (comme dans le cas où une personne est maintenue en détention après avoir exécuté sa peine ou malgré l'adoption d'une loi d'amnistie qui lui est applicable) (catégorie I) ;
 - b) Lorsque la privation de liberté résulte de l'exercice de droits ou de libertés garantis par les articles 7, 13, 14, 18, 19, 20 et 21 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et, en ce qui concerne les États parties au Pacte international relatif aux droits civils et politiques, par les articles 12, 18, 19, 21, 22, 25, 26 et 27 de cet instrument (catégorie II) ;
 - c) Lorsque l'inobservation totale ou partielle des normes internationales relatives au droit à un procès équitable, établies dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et dans les instruments internationaux pertinents acceptés par les États concernés, est d'une gravité telle qu'elle rend la privation de liberté arbitraire (catégorie III) ;

¹ A/HRC/36/38.



d) Lorsqu'un demandeur d'asile, un immigrant ou un réfugié est soumis à une détention administrative prolongée sans possibilité de contrôle ou de recours administratif ou juridictionnel (catégorie IV) ;

e) Lorsque la privation de liberté constitue une violation du droit international en ce qu'elle découle d'une discrimination fondée sur la naissance, l'origine nationale, ethnique ou sociale, la langue, la religion, la situation économique, l'opinion politique ou autre, le sexe, l'orientation sexuelle, le handicap ou toute autre situation, qui tend ou peut conduire au non-respect du principe de l'égalité entre les êtres humains (catégorie V).

Informations reçues

Communication émanant de la source

4. Selon la source, les quatre personnes visées dans le présent avis comptent au nombre des huit personnes poursuivies pour appartenance à l'organisation terroriste Brigades Al-Ashtar et participation aux activités de celle-ci.

5. Sayed Mujtaba Saeed Alawi Ali al-Khabbaz est un Bahreïnien né en 2002. Il était mineur, inscrit à l'université, au moment de son arrestation.

6. Le 1^{er} octobre 2020, M. Al-Khabbaz a été cerné par des patrouilles de sécurité alors qu'il se trouvait dans la région de Ghuraifa en compagnie d'un ami. Des agents des forces de sécurité et de la Direction de la police judiciaire l'ont arrêté sans lui présenter de mandat ni l'informer de la raison de son arrestation.

7. M. Al-Khabbaz a été emmené à l'aéroport dans les locaux du Service des enquêtes spéciales, puis à la Direction de la police judiciaire, à Adliya, où il a été détenu et interrogé pendant dix jours sans avocat alors qu'il n'avait encore que 17 ans. Il a seulement pu appeler sa famille une minute le lendemain de son arrestation pour l'informer de l'endroit où il se trouvait. Avant son appel, sa famille ne savait pas ce qui lui était arrivé ni où il se trouvait.

8. Durant l'enquête, M. Al-Khabbaz a été soumis à des actes graves de torture et de violence physique et psychologique par des agents de la sécurité nationale qui voulaient lui extorquer de faux aveux et le forcer à reconnaître les faits qui lui étaient reprochés. Il a été déshabillé, roué de coups de matraque et électrocuté à des endroits sensibles, frappé sur les oreilles et dans l'abdomen, y compris à coups de pied, enfermé dans une pièce glaciale, insulté, intimidé et menacé de violence sexuelle. Succombant à la torture, il a reconnu les faits qui lui étaient reprochés. En raison de la torture et d'une mauvaise alimentation, il a perdu sept kilos durant ces dix jours et souffre d'un mal de dos persistant. Malgré ses demandes, il n'a pas subi d'examen médical et n'a pas été soigné.

9. Le 7 octobre 2020, M. Al-Khabbaz a été emmené dans les locaux du Bureau du Procureur. Le même jour, il a été transféré au centre de détention de Dry Dock, après quoi il n'a plus pu avoir de contact avec sa famille pendant cinq jours. M. Al-Khabbaz parle tous les jours par téléphone et une fois par semaine par visioconférence à sa famille, qu'il n'a toutefois pas pu voir depuis son arrestation du fait des restrictions imposées en raison de la maladie à coronavirus 2019 (COVID-19).

10. M. Al-Khabbaz n'a pas été autorisé à communiquer avec son avocat depuis son arrestation et n'a donc pas réussi à préparer son procès comme il se devait. Selon la source, la loi de 2021 sur la protection des mineurs contre la maltraitance et la justice restauratrice pour mineurs s'appliquait à M. Al-Khabbaz, car celui-ci n'avait jamais été arrêté ni eu maille à partir avec la justice et était mineur au moment de son interpellation. La première audience de la quatrième chambre de la Haute Cour pénale, qui concernait tous les accusés, a eu lieu le 27 mai 2021. Au début, M. Al-Khabbaz était jugé par le même tribunal que les autres accusés. Le 30 novembre 2021, l'avocat a annoncé à la famille que l'affaire de M. Al-Khabbaz était renvoyée à la justice restauratrice pour mineurs. La famille n'a toutefois reçu aucun document à ce sujet.

11. Deux experts près le tribunal de justice restauratrice ont interrogé M. Al-Khabbaz et sa famille. Ils auraient orienté leurs questions dans l'intention de faire passer M. Al-Khabbaz pour un jeune perturbé qui avait commis les faits qui lui étaient reprochés. Dans leur rapport, ils ont indiqué ne voir aucune raison d'appliquer les dispositions de la loi sur la justice

restauratrice, conseillant au tribunal de condamner M. Al-Khabbaz à toute peine qu'il considérerait appropriée. L'avocat de M. Al-Khabbaz a rejeté ce rapport.

12. En dépit de la confirmation orale du renvoi de son affaire à la justice restauratrice, M. Al-Khabbaz a continué d'assister aux mêmes audiences que les autres accusés, et sa peine est indiquée dans le jugement de la quatrième chambre de la Haute Cour pénale. Selon les informations reçues, c'est le même juge qui exerce au tribunal de justice restauratrice et à la quatrième chambre de la Haute Cour pénale.

13. M. Al-Khabbaz a contracté la gale du fait des mauvaises conditions d'hygiène au centre de détention de Dry Dock. Il a donc été placé en quarantaine pour raisons médicales pendant trois semaines et a reçu une crème pour soigner sa maladie de peau. M. Al-Khabbaz souffre toujours du dos des suites de la torture, mais a seulement reçu des analgésiques et n'a pas obtenu de traitement médical approprié en dépit de ses demandes répétées. Il est porteur de la thalassémie et souffre du déficit en glucose-6-phosphate déshydrogénase. Aucune mesure stricte n'aurait été prise dans le centre de détention pour prévenir la propagation de la COVID-19.

14. Le 6 janvier 2021, la famille de M. Al-Khabbaz a adressé au Médiateur une plainte pour torture et traitement cruel. Par la suite, des agents du Ministère de l'intérieur se sont rendus au centre de détention où ils ont interrogé M. Al-Khabbaz sur cette plainte et les méthodes de torture utilisées contre lui. Le 8 février 2021, le dossier de M. Al-Khabbaz a été transmis à l'Unité spéciale d'enquête qui a été chargée d'enquêter sur les faits. Quatre mois plus tard, toujours sans nouvelles, la famille de M. Al-Khabbaz a contacté l'Unité spéciale d'enquête qui lui a annoncé la visite prochaine d'agents au centre de détention, mais cette visite n'a pas encore eu lieu.

15. Le 12 janvier 2022, M. Al-Khabbaz a été condamné à trois ans d'emprisonnement et à 100 000 dinars de Bahreïn d'amende pour : avoir rallié une organisation terroriste en vue d'enfreindre la loi ou de porter atteinte à des droits et à des libertés ; s'être formé à l'utilisation d'armes et d'explosifs en vue de commettre des actes terroristes ; avoir fourni, transmis ou reçu des fonds destinés à une association pratiquant le terrorisme ; avoir, sans licence, fabriqué, acquis et détenu des explosifs à des fins terroristes ; avoir utilisé délibérément des explosifs en vue de mettre des vies en danger et de nuire aux intérêts économiques d'autrui ; et avoir tenté de faire exploser une bombe en plantant une cartouche d'explosif.

16. Hasan Hameed Abdulnabi Ali Naser Meshamea est un Bahreïnien né en 1995 qui était employé par K-Link Bahrain au moment de son arrestation.

17. Le 1^{er} octobre 2020, à 23 heures, un certain nombre d'agents de police masqués sont entrés à bord de véhicules tout-terrain et de véhicules pour personnel de scène de crime dans le complexe aquatique où M. Meshamea se trouvait. Certains agents étaient vêtus de tee-shirts noirs et de pantalons militaires, d'autres de tenues avec insigne du Ministère de l'intérieur. Ils ont saisi M. Meshamea et l'ont déshabillé, ne lui laissant que ses sous-vêtements. Un agent s'en est pris physiquement à lui et l'a giflé, tandis que deux autres agents, l'un portant une lourde batte en bois et l'autre de grandes pinces en métal, ont menacé de le frapper.

18. Les agents ont arrêté M. Meshamea sans lui présenter de mandat, ni lui fournir la moindre raison. Selon des informations révélées par la suite, M. Meshamea, qui n'avait jamais eu maille à partir avec la justice auparavant, a été arrêté sur la foi des aveux d'un autre détenu qui avait cité son nom sous la torture.

19. Les agents ont emmené M. Meshamea à son appartement à bord d'un véhicule tout-terrain. Ils sont arrivés après minuit sur les lieux, où ils ont procédé à une perquisition et ont saisi la tablette de M. Meshamea sans présenter de mandat, comme lors de l'arrestation. Un agent équipé d'une caméra vidéo a filmé la totalité de l'opération. Les agents ont saisi d'autres effets personnels de M. Meshamea.

20. Le 2 octobre 2021, vers 4 heures, M. Meshamea a annoncé par téléphone à sa famille, jusque-là dans l'ignorance de son sort et de l'endroit où il se trouvait, qu'il était à la Direction de la police judiciaire. Il n'a toutefois pas pu voir sa famille. Après cet appel, il a été interrogé sans avocat dix jours durant et a été autorisé à appeler une seule fois sa famille à qui il a demandé de lui apporter des vêtements et une serviette.

21. Pendant cette période d'interrogatoire, M. Meshaimea a subi menaces, violences physiques et verbales et volées de coups destinées à lui arracher de faux aveux. Pendant les interrogatoires, les enquêteurs de la Direction de la police judiciaire n'ont pas enlevé les menottes à M. Meshaimea et l'ont frappé à la tête et au dos, empêché de se rendre aux toilettes, insulté lui et sa famille, privé de sommeil, placé dans une pièce glaciale, puis dans une pièce torride et menacé de mettre un membre de sa famille en cause s'il refusait de passer aux aveux ou qu'il faisait état de la torture qu'il avait subie. M. Meshaimea a été empêché de prier pendant toute la période où il a été interrogé et les menottes ne lui étaient pas enlevées lorsqu'il devait se rendre aux toilettes. Sous l'effet de la torture et des mauvais traitements, il a commencé à souffrir du dos et a perdu cinq kilos.

22. Pendant les dix jours d'enquête, le 7 octobre 2021, M. Meshaimea a été entendu au Bureau du Procureur sans avocat. Deux procès-verbaux ont été établis, car le premier ne concordait pas avec la version des faits que les agents souhaitaient. M. Meshaimea a ensuite été ramené à la Direction de la police judiciaire, où il a été interrogé pendant deux jours en étant filmé, avant d'être transféré au centre de détention de Dry Dock.

23. Avant son procès, M. Meshaimea n'a pas été autorisé à rencontrer son premier avocat, celui que les autorités avaient contacté peu de temps avant sa première audition au Bureau du Procureur et qui n'avait pu arriver sur les lieux à temps. Le second avocat, qui défend toujours M. Meshaimea, a seulement pu rencontrer son client une seule fois pendant dix minutes après l'ouverture du procès.

24. M. Meshaimea n'a pas pu recevoir la visite de sa famille depuis son arrestation du fait des restrictions imposées en raison de la COVID-19. Un de ses proches a demandé à le rencontrer huit mois après son arrestation, mais a seulement été autorisé à le voir pendant dix minutes derrière une paroi en verre et en présence de coaccusés. En dehors de cette rencontre, M. Meshaimea ne communique avec sa famille que par appel vidéo, une fois par semaine.

25. M. Meshaimea souffre toujours du dos des suites de la torture. Il a subi une gastrectomie en manchon avant son arrestation et doit prendre les vitamines et les compléments alimentaires prescrits par son médecin, mais n'en a pas reçu le moindre depuis son placement en détention.

26. En juin 2021, l'avocat de M. Meshaimea a porté plainte à l'Unité spéciale d'enquête pour torture et mauvais traitements infligés à son client en cours d'interrogatoire. Par la suite, M. Meshaimea a été entendu au centre de détention par des agents de l'Unité spéciale d'enquête qui ont rendu compte de ses propos au sujet des allégations de torture dans leur rapport. Toutefois, selon son avocat, certains des points qu'il a abordés, notamment le fait qu'il a été dévêtu lors de son arrestation, ont été omis dans ledit rapport.

27. Depuis son transfert au centre de détention de Dry Dock, M. Meshaimea a été soumis à diverses formes de maltraitance, notamment des irruptions en pleine nuit dans sa cellule et des fouilles violentes des lieux par plusieurs agents de police. En outre, il souffre d'un manque d'hygiène. Les sanitaires sont infestés de cafards et de souris, il n'y a pas suffisamment de couchages pour les 11 codétenus et les lits et les couvertures sont en très mauvais état. Quant aux mesures relatives à la COVID-19, les détenus ne reçoivent pas suffisamment d'équipements de protection individuelle. En raison de l'insalubrité, M. Meshaimea a contracté la gale et en a souffert pendant plusieurs mois, ce qui lui a valu d'être placé deux fois une semaine à l'isolement. La deuxième fois, il s'est vu remettre à sa demande une couverture et un matelas neufs, qu'il n'a toutefois pas été autorisé à emporter à son retour dans la cellule collective.

28. Le 12 janvier 2022, M. Meshaimea a été condamné par la quatrième chambre de la Haute Cour pénale à dix ans d'emprisonnement et à 100 000 dinars d'amende (voir le paragraphe 15 ci-dessus pour les infractions).

29. Sayed Ahmed Hadi Alawi Amin Hasan est un Bahreïnien né en 2000 qui était inscrit à l'Université de Bahreïn au moment de son arrestation.

30. Le 1^{er} octobre 2020, à midi, M. Hasan a été arrêté sans mandat par des agents en civil à un poste de contrôle de la région de Ghuraifa alors qu'il se rendait en voiture chez son grand-père en compagnie d'un ami. Aucune raison justifiant son arrestation ne lui a été fournie par les agents. Il n'avait jamais été arrêté ou eu maille à partir avec la justice auparavant.

31. La famille de M. Hasan est restée sans nouvelles du sort de celui-ci et de l'endroit où il se trouvait entre son arrestation, à midi, et minuit. À minuit, les autorités l'ont informée par téléphone que M. Hasan se trouvait à la Direction de la police judiciaire et était autorisé à lui parler pendant cinq minutes. Immédiatement après cet appel, la police a fait une descente au domicile de la famille de M. Hasan, à Salmabad.

32. À la Direction de la police judiciaire, M. Hasan a été interrogé pendant une semaine sans son avocat. Il a été menacé et torturé dès son arrestation et pendant la période d'interrogatoire par des officiers de police judiciaire et des agents de police en civil qui l'ont dévêtu, violemment battu, électrocuté, injurié et insulté de façon déshonorante, lui ont extorqué de faux aveux et l'ont forcé à reconnaître les faits qui lui étaient reprochés et à signer sa déclaration. M. Hasan n'a été autorisé ni à se défendre, ni à dormir pendant toute la semaine. Il a demandé à voir un médecin, mais n'a pas été examiné et n'a pas reçu le moindre traitement. Pendant qu'il était torturé, des agents l'auraient traité de façon discriminatoire du fait de son appartenance à la secte Jaafari Shi'a, injuriant la secte religieuse et ses figures de proue.

33. Le 7 octobre 2020, M. Hasan a été présenté avec d'autres accusés au Bureau du Procureur, où il a été mis en examen sans qu'il lui soit permis de parler ou de se défendre. Depuis son arrestation, il n'a pas été autorisé à communiquer avec son avocat et n'a pas pu bien préparer son procès. Il n'a de surcroît pas pu voir sa famille depuis qu'il a été arrêté du fait des restrictions imposées en raison de la COVID-19. En septembre 2021, la direction de la prison l'a empêché d'appeler sa famille pendant une semaine.

34. Le 12 janvier 2022, M. Hasan a été condamné par la quatrième chambre de la Haute Cour pénale à dix ans d'emprisonnement et à 100 000 dinars d'amende (voir les infractions au paragraphe 15 ci-dessus).

35. Sayed Mahmood Ali Moosa Jaafar al-Alawi est un Bahreïnien né en 1999 qui était étudiant lorsque les autorités l'ont arrêté pour la deuxième fois.

36. M. Al-Alawi a été arrêté une première fois le 29 juillet 2015, à l'âge de 15 ans, et a été condamné à sept ans d'emprisonnement le 20 décembre 2015. Après quatre ans et demi d'emprisonnement, il a été libéré sous une peine de substitution le 17 décembre 2019, mais a une nouvelle fois été arrêté moins d'un an plus tard.

37. Le 30 septembre 2020, des agents en civil accompagnés d'un agent portant l'uniforme des forces de sécurité ont fait une descente au domicile familial de M. Al-Alawi, à Hawrat Sanad, à 22 h 30. Ils ont arrêté M. Al-Alawi sans mandat à partir du toit du logement voisin et n'ont donné aucune raison justifiant l'arrestation. Ils ont procédé à une perquisition sur les lieux jusqu'à 0 h 30 environ et ont saisi deux véhicules immatriculés au nom d'un proche qu'ils n'ont pas restitués.

38. M. Al-Alawi a annoncé à 2 heures par téléphone à sa famille qui était restée jusque-là dans l'ignorance de son sort et de l'endroit où il se trouvait qu'il était à la Direction de la police judiciaire. Après cet appel, il n'a plus eu de contact avec sa famille pendant cinq jours.

39. Après son arrestation, M. Al-Alawi a été interrogé sans avocat pendant sept jours, jusqu'au 7 octobre 2020, lorsqu'il a été présenté au Bureau du Procureur sans son avocat. Pendant la période d'interrogatoire, il a été torturé et forcé de faire des aveux par des agents de la Direction de la police judiciaire. Selon les informations reçues, il a également été emmené dans un complexe commercial du centre-ville tard dans la soirée, après la fermeture du complexe, où il a été filmé pendant qu'il faisait comme s'il manipulait des explosifs. Cet enregistrement vidéo a été présenté au tribunal comme preuve d'un incident survenu avant son arrestation.

40. Le 8 octobre 2020, M. Al-Alawi a été examiné par un médecin légiste. Selon les conclusions du rapport médical, il semblait en bonne santé dans l'ensemble ; était tout à fait conscient et lucide ; marchait et parlait normalement, sans la moindre déficience ; et n'avait ni blessures, ni marques qui seraient signe de violence criminelle, de résistance ou de contention.

41. Le 12 octobre 2020, la famille de M. Al-Alawi a adressé au Médiateur une plainte dénonçant le fait que les agents n'avaient pas fourni de raison justifiant l'arrestation et n'avaient présenté ni mandat d'arrêt, ni acte officiel les autorisant à faire une descente au

domicile familial, à y effectuer une perquisition d'une heure et demie et à saisir deux véhicules appartenant à une relation de M. Al-Alawi. Dans sa réponse, le Médiateur a affirmé que les agents n'avaient rien fait d'illégal. La plainte a été classée sans suite le 26 octobre 2020.

42. Le 5 février 2021, M. Al-Alawi a été transféré en ambulance de la clinique d'Al-Qal'a aux urgences du centre médical de Salmaniya après avoir refusé de manger, de boire et de parler pendant vingt-quatre heures et exprimé des pensées suicidaires. Il est indiqué dans le bulletin de santé annexé au formulaire de transfert vers le centre médical, daté du 5 février 2021, que M. Al-Alawi, qui n'avait pas d'antécédent de toxicomanie ou de traitement psychiatrique, ne répondait pas aux questions, regardait les murs et le plafond, voulait voir son grand-père décédé quatre mois plus tôt et avait tenté de se suicider.

43. Le 6 février 2021, M. Al-Alawi a été admis à l'hôpital psychiatrique du quartier de Salmaniya, à Manama, après la dégradation de son état psychique. Le 7 février 2021, il a pu appeler sa famille qu'il a informée, d'une voix faible et triste, de son admission à l'hôpital psychiatrique, mais a refusé d'en dire davantage. Après son appel, sa famille s'est rendue à l'hôpital où elle a été refoulée à l'entrée faute de permis de visite du centre de détention. Contacté, le centre de détention a refusé d'accorder le permis demandé par la famille au motif que les visites étaient interdites à l'hôpital. Les seuls contacts que M. Al-Alawi et sa famille ont eus se sont limités à leurs conversations téléphoniques de quinze minutes tous les lundis et vendredis. Le 9 février 2021, la famille a lancé un appel à diverses organisations, sollicitant leur aide pour découvrir ce qu'il advenait de M. Al-Alawi et lui rendre visite à l'hôpital psychiatrique.

44. Le 11 février 2021, la famille de M. Al-Alawi a adressé au Médiateur une deuxième plainte au sujet du refus du centre de détention de lui accorder un permis de visite à l'hôpital psychiatrique. Elle a expliqué au Médiateur que M. Al-Alawi était en bonne santé avant son arrestation et lui a demandé de l'aider à obtenir le permis de visite requis et à découvrir comment et pourquoi M. Al-Alawi avait vu son état psychologique se dégrader et avait perdu sa joie de vivre entre octobre 2020 et février 2021. Le Médiateur a répondu qu'après examen de la plainte, les autorités compétentes avaient été contactées et que la demande de la famille avait été transmise pour examen aux autorités. Il a décidé du classement sans suite de ladite plainte le 21 février 2021.

45. Le 7 juin 2021, la famille de M. Al-Alawi a demandé par courrier à l'Unité spéciale d'enquête d'enquêter sur les allégations selon lesquelles M. Al-Alawi avait été torturé et forcé de faire des aveux, ce qui avait entraîné une dégradation de son état psychologique telle qu'elle avait nécessité son transfert dans un service de psychiatrie. L'Unité spéciale d'enquête n'a ni répondu à ce courrier, ni entendu M. Al-Alawi.

46. Le 15 juin 2021, le psychiatre de M. Al-Alawi a rendu compte de l'état de santé de son patient, expliquant que ce dernier avait tenté les trois premiers jours suivant son admission à l'hôpital psychiatrique de s'étouffer avec les draps de son lit et avait refusé de manger, de boire et de parler. M. Al-Alawi avait donc été mis sous perfusion intraveineuse et avait fini par être persuadé de recommencer à s'alimenter. Le médecin constatait également que son patient présentait des symptômes de dépression, mais refusait de prendre des antidépresseurs, estimant que son état psychologique était dû aux circonstances et non à un problème de santé. Il constatait en outre que son patient se parlait à lui-même et gesticulait ; rechignait à exprimer ses pensées ; croyait qu'il était un gardien et que les gardiens ne mouraient pas, mais entraient dans un autre monde, et que son acte ne serait pas un suicide, mais un passage dans l'autre monde ; éprouvait un attachement sentimental pour une fille imaginaire et se comportait d'une façon différente qui donnait à penser qu'il s'écrivait ou se dessinait sur le corps ; et avait des tics involontaires qui le faisaient grimacer et hausser les épaules sans cesse.

47. À une des audiences, l'avocat de M. Al-Alawi a demandé que, comme le recommandait le médecin traitant, son client soit examiné par un collège de trois médecins, car il était pris de convulsions et avait des hallucinations et ne voyait pas son état de santé s'améliorer malgré le traitement suivi. Sans expliquer les antécédents médicaux de M. Al-Alawi, le collège de trois médecins désigné par le tribunal aurait conclu que celui-ci pouvait distinguer le bien du mal et que sa responsabilité n'était pas atténuée, ce qui contredisait le rapport établi par l'hôpital psychiatrique le 15 juin 2021.

48. M. Al-Alawi n'a pas pu communiquer avec l'avocat désigné par sa famille durant le procès. Les autorités ont uniquement admis l'avocat commis d'office, qui n'avait jamais rencontré son client. Les enregistrements de vidéosurveillance du complexe commercial du centre-ville ont été projetés comme éléments à charge à plusieurs reprises au tribunal, mais selon l'avocat de M. Al-Alawi, aucun d'entre eux ne révélait la présence d'explosifs, de ballons incendiaires ou d'armes, ni ne montrait que son client avait transporté ou déposé le moindre objet comme indiqué dans les aveux. Tout ce que ces enregistrements donnaient à voir était une personne portant un masque, un couvre-chef et des lunettes de soleil qui marchait dans le complexe commercial, sans avoir le moindre geste suspect. Selon les informations reçues, les images ont été enregistrées après l'arrestation de M. Al-Alawi dans l'intention de fabriquer de fausses preuves pour l'incriminer. Le tribunal a indiqué que M. Al-Alawi n'avait pas assisté aux audiences comme si c'était un choix délibéré de sa part, alors qu'il était à l'hôpital psychiatrique et n'avait pas été informé de la date des audiences.

49. Le 12 janvier 2022, M. Al-Alawi a été condamné à quinze ans d'emprisonnement et à 100 000 dinars d'amende (voir les infractions au paragraphe 15 ci-dessus).

50. M. Al-Alawi n'a pas vu son état de santé s'améliorer. Le 2 février 2022, il a été testé positif à la COVID-19 et était toujours dans le même service de l'hôpital psychiatrique. Le 12 février 2022, il s'est échappé de l'hôpital psychiatrique et a été retrouvé alors qu'il se cachait chez des proches. Il n'a pas semblé avoir tous ses esprits, se plaignant d'une forte migraine et implorant d'être protégé contre les personnes qui le suivaient et voulaient le tuer. Il a été repris dans les deux heures suivant son évasion, sans que sa famille soit informée de l'endroit où il se trouvait ou de son état d'esprit. La famille s'est renseignée et a appris que M. Al-Alawi n'était pas retourné à l'hôpital psychiatrique. Le sort et la disparition de M. Al-Alawi inquiètent la source. Le 12 février, dans la soirée, deux proches de M. Al-Alawi ont été attachés, puis arrêtés à leur domicile au motif qu'ils avaient hébergé l'intéressé. Ils n'ont pas pu communiquer avec des membres de leur famille. Un autre proche a été arrêté le 14 février après avoir été convoqué au poste de police. Ces proches sont toujours en détention.

Procès devant la quatrième chambre de la Haute Cour pénale

51. Selon la source, les autorités ont utilisé des preuves du voyage de MM. Al-Khabbaz, Meshamea et Hasan en République islamique d'Iran pour accuser ceux-ci de s'être formés à l'utilisation d'armes et d'explosifs dans l'intention de commettre des actes terroristes. Elles n'ont pas pris en considération les témoignages de proches des accusés qui démentaient cette accusation. En fait, ces proches ont affirmé être restés en compagnie des accusés pendant la totalité de leur voyage touristique en République islamique d'Iran. Le tribunal n'a pas tenu compte de leur témoignage.

52. Quant aux éléments produits par l'accusation, il y a dans le dossier des affaires des échantillons d'ADN qui concordent avec l'ADN des accusés qui a été prélevé sur divers objets, notamment des boîtes en carton, en métal et en plastique, du ruban adhésif, des câbles électriques et de l'argent. L'accusation n'a toutefois pas établi de lien probant entre ces échantillons d'ADN et les faits présumés, de sorte qu'il est difficile de déterminer en quoi ces échantillons peuvent servir d'éléments à charge.

53. Il ressort de surcroît qu'en réponse à la question d'un avocat, dont les dossiers font état, un accusé a affirmé que c'était uniquement parce que les agents qui l'avaient interrogé l'y avaient contraint sous la menace de la torture qu'il avait cité un autre accusé pendant ses aveux. La source affirme que ces propos auraient dû faire douter de la validité des déclarations faites par les accusés pendant leur interrogatoire. Toutefois, les tribunaux ont utilisé les aveux des accusés comme éléments à charge et n'ont pas tenu compte de leurs allégations de contrainte et de torture.

54. Il ressort aussi des dossiers que les avocats des accusés ont demandé à consulter l'enregistrement des interrogatoires de M. Meshamea. Les autorités ont toutefois affirmé que cet enregistrement n'existait pas, ce qui fait douter de leur capacité à enquêter sur les allégations de torture et de maltraitance en cours d'interrogatoire. Les accusés ont été condamnés après avoir passé plus d'un an en détention.

Appels

55. La première audience de la première chambre de la Cour pénale suprême consacrée aux appels des accusés a eu lieu le 31 janvier 2022. Les débats ont été renvoyés, car le juge a demandé que des experts établissent un rapport détaillé au sujet de M. Al-Khabbaz, qui était âgé de moins de 18 ans au moment de son arrestation. L'avocat de M. Al-Khabbaz a rejeté le premier rapport d'expert établi pour la justice restauratrice. Le 1^{er} février 2022, un autre collège d'experts, constitué de deux femmes, près le tribunal de justice restauratrice saisi en appel, a interrogé la famille de M. Al-Khabbaz et, par téléconférence, M. Al-Khabbaz à qui des questions similaires ont été posées. Ce collège a recommandé à la juridiction d'appel de statuer sur la base de son rapport. L'audience d'appel suivante a eu lieu le 7 mars 2022.

56. Selon la source, les quatre accusés ont été détenus au secret. Ils ont pu informer leur famille par téléphone de l'endroit où ils se trouvaient après un laps de temps compris entre trois heures et demie et un jour à compter de leur arrestation. Après ce premier appel toutefois, la communication avec les accusés a été interrompue pendant une période allant de cinq à dix jours.

57. La source affirme que les quatre accusés n'ont pas eu droit à un procès équitable, car ils ont été arrêtés sans se voir présenter de mandat, ni fournir de raison justifiant leur arrestation ; ont été privés de l'assistance d'un avocat avant leur procès ; ont été interrogés en l'absence de leur avocat ; et n'ont pas été autorisés à produire des éléments à l'appui de leur défense. Tous quatre ont été condamnés sur la foi des aveux qu'ils ont faits sous la torture et la contrainte et que l'accusation a produits comme principaux éléments à charge. Des preuves fabriquées ont également été utilisées pour porter de fausses accusations contre M. Al-Alawi. Les aveux forcés de l'un des accusés ont servi à justifier l'arrestation de M. Meshamea.

58. Les autorités n'ont dès lors pas invoqué de fondement juridique qui puisse justifier l'arrestation ou la privation de liberté des accusés, ni observé les garanties et les normes internationales relatives au droit à un procès équitable énoncées à l'article 14 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques et à l'article 10 de la Déclaration universelle des droits de l'homme. Comme cette violation des normes internationales, y compris de celles relatives au droit à un procès équitable et au respect de la légalité, est grave et généralisée dans les quatre affaires, celles-ci relèvent toutes des catégories I et III employées par le Groupe de travail. La détention des accusés est donc arbitraire et contraire aux articles 9 et 14 du Pacte.

59. Selon la source, les quatre accusés ont été soumis à des actes de torture et à de mauvais traitements pour qu'ils fassent des aveux ou signent de fausses déclarations qui ont été utilisés comme éléments à charge au procès. Les autorités n'ont enquêté sur aucune de ces allégations de torture et les victimes n'ont obtenu ni réparation, ni indemnisation. Il y a lieu de croire que la torture et les mauvais traitements ont entraîné la grave détérioration de l'état psychologique de M. Al-Alawi. Les autorités ont donc également manqué aux obligations mises à leur charge par les articles 12, 13, 14 et 15 de la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants et les articles 7 et 10 du Pacte.

Réponse du Gouvernement

60. Le 17 février 2022, suivant sa procédure ordinaire, le Groupe de travail a transmis les allégations de la source au Gouvernement bahreïnien. Le Groupe de travail a demandé au Gouvernement de communiquer le 19 avril 2022 au plus tard des informations détaillées sur la situation actuelle des quatre intéressés, d'exposer les éléments de droit justifiant leur détention et d'expliquer en quoi cette mesure était compatible avec les obligations mises à la charge de Bahreïn par le droit international des droits de l'homme. Le Groupe de travail a également demandé au Gouvernement de garantir l'intégrité physique et psychique de ces quatre personnes. Le Gouvernement a répondu dans le délai imparti le 12 avril 2022 et a communiqué des informations supplémentaires tardivement, le 25 mai 2022.

61. Selon le Gouvernement, les quatre intéressés, qui sont tous incarcérés, ont été accusés comme quatre autres personnes en fuite des infractions suivantes : appartenance à un groupe terroriste ; formation à l'utilisation d'explosifs ; acquisition, détention et utilisation de

matières explosibles ; réception et remise de fonds destinés à un groupe ayant des activités terroristes ; et intention de provoquer une explosion.

62. Le Gouvernement affirme que des recherches et des enquêtes ont permis de découvrir un groupe terroriste dont des membres étaient en fuite et vivaient à l'étranger. Ce groupe était notamment constitué de membres de l'organisation terroriste dénommée Brigades Ashtar et était en contact avec des terroristes vivant à Bahreïn dans le but de commettre des attentats à la bombe contre des infrastructures économiques vitales. Les autorités ont donc placé en détention un certain nombre de terroristes qui avaient commis plusieurs attentats à la bombe et tenté d'en commettre – en plaçant deux engins explosifs dans un magasin d'un complexe commercial – contre des infrastructures économiques vitales à Bahreïn.

63. Selon le Gouvernement, les trois premières personnes ont été placées en détention le 1^{er} octobre 2020 et la quatrième a été arrêtée le 30 septembre 2020. Le 7 octobre 2020, elles ont été entendues par le procureur et ont reconnu les faits qui leur étaient reprochés pendant leur interrogatoire.

64. Le procureur a ordonné que les intéressés soient incarcérés et déférés à la justice pénale.

65. Le Gouvernement affirme qu'aucun des accusés n'a subi de torture pendant l'enquête. Un avocat a été contacté pour représenter le premier accusé et un autre l'a été pour représenter le deuxième accusé pendant l'enquête ; mais aucun des deux avocats n'était joignable par téléphone. Aucun avocat n'a assisté le troisième et le quatrième accusé pendant l'enquête. Les accusés ont néanmoins tous bénéficié de l'assistance d'un avocat pendant le procès.

66. Après plusieurs audiences, où toutes les garanties légales ont été respectées, le tribunal a condamné le premier intéressé à trois ans d'emprisonnement, le deuxième et le troisième, à dix ans, et le quatrième, à quinze ans. Il a également condamné chacun d'entre eux à 100 000 dinars d'amende. Les intéressés ont tous fait appel du jugement. Leur affaire est en instance, et le tribunal doit encore statuer.

67. Selon le Gouvernement, l'Unité spéciale d'enquête a reçu le 10 février 2021 des documents relatifs à la plainte adressée au Médiateur par M. Al-Khabbaz. L'Unité a commencé par demander à M. Al-Khabbaz de donner des détails sur sa plainte. M. Al-Khabbaz a affirmé que des agents des forces de l'ordre l'avaient agressé lors de son arrestation le 1^{er} octobre 2020 et pendant son interrogatoire pour obtenir de lui qu'il fournisse des informations et passe aux aveux. Il a nié souffrir de séquelles psychologiques. L'Unité a pris connaissance du rapport du médecin légiste ayant examiné M. Al-Khabbaz le 8 octobre 2020 et des rapports des examens médicaux subis par l'intéressé les 2 et 9 octobre 2020 ; ces rapports concluaient tous à l'absence de signe de violence criminelle. L'Unité a également interrogé des membres des forces de sécurité ayant été chargés de M. Al-Khabbaz qui ont tous réfuté les allégations. Le rapport d'enquête de la police judiciaire a été joint au dossier et la plainte a été classée sans suite faute de preuves.

68. Le Gouvernement note que le 7 juin 2021, l'avocat de M. Meshaima a déposé une plainte à l'Unité spéciale d'enquête pour torture et mauvais traitements infligés à son client. Un agent de l'Unité s'est rendu à la prison pour demander à M. Meshaima de donner des détails. M. Meshaima a confirmé que des agents des forces de l'ordre l'avaient agressé lors de son arrestation le 1^{er} octobre 2020 et pendant son interrogatoire pour lui extorquer des aveux. Il a affirmé qu'il n'en gardait pas de séquelles psychologiques. Selon le rapport du médecin légiste qui a examiné M. Meshaima le 8 octobre 2020 et les rapports médicaux établis les 2 et 9 octobre 2020, il n'y avait pas de signe de violence criminelle. Enfin, les membres des forces de sécurité publique ayant été chargés de l'intéressé ont tous réfuté les allégations lorsqu'ils ont été interrogés par l'Unité. Le rapport d'enquête de la police judiciaire a été joint au dossier et la plainte a été classée sans suite faute de preuves.

69. Le Gouvernement affirme que l'Unité n'a pas reçu de plainte concernant MM. Hasan et Al-Alawi.

Observations complémentaires de la source

70. Les 12 avril et 25 mai 2022, la réponse que le Gouvernement a adressée dans le délai imparti et la réponse supplémentaire qu'il a adressée tardivement ont été transmises à la source pour observations complémentaires, lesquelles ont été communiquées les 26 avril et 3 juin 2022.

71. La source note que le 25 avril 2022, la juridiction d'appel a confirmé le jugement concernant MM. Meshaimea, Hasan et Al-Alawi et le tribunal de justice restauratrice a confirmé celui concernant M. Al-Khabbaz, en dépit du rapport d'évaluation positif des experts sociaux.

72. Il ressort aussi de la réponse du Gouvernement que les intéressés ont été privés de l'assistance d'un avocat. La source répète qu'ils n'ont pas pu communiquer avec leur avocat et ont été interrogés dans les locaux la Direction de la police judiciaire et du Service d'enquête, à l'aéroport, hors la présence d'un avocat. Les autorités ont demandé à deux avocats de représenter MM. Al-Khabbaz et Meshaimea, mais seulement après que ces derniers avaient passé six à sept jours en garde à vue et juste avant qu'ils soient interrogés par le Bureau du Procureur. Les deux avocats concernés n'ont donc pas pu arriver à temps pour assister à l'interrogatoire par le Bureau du Procureur. La source note de surcroît que le Gouvernement n'explique pas pourquoi MM. Hasan et Al-Alawi n'ont pas été assistés par un avocat lors de leur interrogatoire par le Bureau du Procureur. La source affirme de nouveau que M. Al-Khabbaz n'a été autorisé à s'entretenir avec un avocat à aucun moment pendant son interrogatoire, sa détention et son procès.

73. La source précise que sous la menace de représailles et de nouveaux actes de torture, les intéressés n'ont pas informé le Bureau du Procureur, mais ont porté plainte pour torture par la suite. Le Gouvernement n'aborde pas non plus le fait qu'au Bureau du Procureur, M. Hasan a été empêché de parler et de se défendre et n'a dès lors pas pu révéler qu'il avait été torturé. M. Hasan a donc été mis en examen alors qu'il était réduit au silence.

74. La source note que le Gouvernement indique que les plaintes déposées à l'Unité spéciale d'enquête concernant MM. Al-Khabbaz et Meshaimea ont été classées sans suite faute de preuves. Toutefois, durant le premier procès, l'enregistrement de l'arrestation de trois accusés et l'enregistrement de l'interrogatoire de M. Meshaimea ont été demandés, mais les autorités ont répondu que ces enregistrements n'étaient pas disponibles, ce qui fait douter de la disponibilité d'éléments probants dans les enquêtes de l'Unité spéciale d'enquête et du mécanisme par lequel une enquête indépendante et efficace pourrait être menée. Comme les arrestations et les interrogatoires n'ont pas été filmés, la conduite des agents ne peut être examinée de façon objective, ne laissant à l'Unité d'autre possibilité que d'interroger les agents eux-mêmes et de considérer que leurs dénégations sont des preuves que les allégations des victimes sont fausses.

75. Selon la source, le Gouvernement n'a pas abordé le fait que M. Al-Khabbaz a été transféré au Service d'enquête à l'aéroport, où la torture et la menace d'agression sexuelle ont été utilisées pour le forcer à reconnaître les faits qui lui étaient reprochés.

76. Lorsqu'il a été entendu par l'Unité spéciale d'enquête, M. Al-Khabbaz a décrit les circonstances de son arrestation et les formes de torture lui ayant été infligées. Sa famille n'a pas eu connaissance de la moindre enquête ouverte par l'Unité, ni d'aucune suite alors qu'elle avait demandé à être tenue informée. Selon la source, le Gouvernement n'a pas abordé le fait que M. Al-Khabbaz souffrait de thalassémie et avait perdu sept kilos environ pendant son interrogatoire.

77. La source constate également que le Gouvernement n'a pas abordé le fait que les allégations de M. Meshaimea ne figuraient pas toutes dans le rapport de l'Unité spéciale d'enquête et que ses déclarations avaient fait l'objet de deux procès-verbaux au Bureau du Procureur, le premier procès-verbal ne convenant pas aux agents qui l'avaient établi.

78. Alors que le Gouvernement affirme qu'aucune plainte n'a été déposée au nom de M. Al-Alawi, un proche de celui-ci a adressé le 7 juin 2021 un courrier à l'Unité spéciale d'enquête pour demander l'ouverture d'une enquête sur les actes de torture ayant entraîné la dégradation de la santé mentale de l'intéressé et son transfert à l'hôpital psychiatrique. La famille avait déposé deux plaintes auparavant, en février et en octobre 2021, que le

Médiateur avait classées sans suite, concluant à l'absence d'infraction pénale. Le 7 septembre 2021, le Médiateur a été prié de fournir des informations sur la dégradation de la santé mentale de M. Al-Alawi et le refus d'autoriser des visites de la famille à l'hôpital psychiatrique. Il a répondu le 6 décembre 2021 qu'une enquête de l'Unité spéciale d'enquête était en cours au sujet des allégations de torture.

79. En réponse aux questions de l'Unité spéciale d'enquête, M. Al-Alawi aurait décrit en détail les actes de torture auxquels il avait été soumis lors de son arrestation et de son interrogatoire. Il a attribué la dégradation de son état de santé mentale à ces actes de torture.

80. Selon la source, M. Al-Alawi est jugé aux côtés de proches pour son évasion, le 12 février 2022. Alors que ses proches incriminés ont été remis en liberté après avoir passé un certain temps en détention, il a été transféré à la prison de Jau. Sa famille est restée dans l'ignorance de l'endroit où il se trouvait après avoir été arrêté à la suite de son évasion et n'a reçu aucune information des autorités à ce sujet. Le 19 février 2022, elle a appris où il se trouvait de sources non officielles. M. Al-Alawi n'a pas pu s'entretenir avec son avocat pour préparer son procès.

Examen

81. Le Groupe de travail remercie la source et le Gouvernement des informations fournies. S'il ne peut accepter les informations complémentaires comme si elles avaient été communiquées dans le délai imparti, il rendra un avis sur la base de l'ensemble des informations obtenues, conformément au paragraphe 16 de ses méthodes de travail.

82. Pour déterminer si la privation de liberté des quatre personnes concernées est arbitraire, le Groupe de travail tient compte des règles de la preuve établies dans sa jurisprudence. Lorsque la source établit une présomption de violation des règles internationales constitutive de détention arbitraire, la charge de la preuve incombe au Gouvernement dès lors que celui-ci décide de contester les allégations. Le simple fait que le Gouvernement affirme que la procédure légale a été suivie ne suffit pas à réfuter les allégations de la source².

83. Le Groupe de travail note que M. Al-Khabbaz n'était plus mineur lors de l'adoption du présent avis. L'intéressé avait toutefois moins de 18 ans au moment de son arrestation et de son placement en détention³ et son cas sera examiné compte tenu des obligations mises à la charge de Bahreïn par le droit international des droits de l'homme, notamment celles énoncées dans la Convention relative aux droits de l'enfant.

i. Catégorie I

84. Selon la source, les quatre intéressés ont été arrêtés sans se voir présenter de mandat et n'ont pas été informés des motifs de leur arrestation. Le Gouvernement n'aborde pas ces allégations dans sa réponse. Dans sa réponse tardive, il affirme que des mandats d'arrêt ont été établis, mais ne dit pas qu'ils ont été présentés lors des arrestations. Par contre, la source décrit en détail les circonstances des arrestations, y compris le fait que M. Meshaima a été appréhendé par la force.

85. L'article 9 (par. 1) du Pacte dispose que nul ne peut être privé de sa liberté, si ce n'est pour des motifs et conformément à la procédure prévus par la loi. Les intéressés ont tous quatre été arrêtés sans mandat, en violation de cet article. Qu'il existe une loi autorisant l'arrestation ne suffit pas à conférer un fondement juridique à la privation de liberté. Les autorités doivent invoquer ce fondement juridique et l'appliquer aux circonstances de l'affaire au moyen d'un mandat d'arrêt⁴. Le Groupe de travail conclut de l'examen des informations fournies par les deux parties qu'il n'en a rien été.

86. Selon les informations communiquées par la source, aucun des intéressés ne semble avoir été informé des raisons de son arrestation au moment même en violation de l'article 9 (par. 2) du Pacte. Selon l'article 9 (par. 2) du Pacte, tout individu arrêté doit être informé,

² A/HRC/19/57, par. 68.

³ Convention relative aux droits de l'enfant, art. 1.

⁴ Voir les avis n^{os} 9/2019, 33/2019, 46/2019 et 59/2019.

au moment de son arrestation, des raisons de cette arrestation et doit recevoir notification, dans le plus court délai, de toute accusation portée contre lui. Les raisons de l'arrestation doivent être fournies immédiatement au moment de l'arrestation⁵. Comme le Groupe de travail l'a affirmé, une arrestation est arbitraire si la personne arrêtée n'est pas informée des raisons de son arrestation⁶.

87. Selon l'article 9 (par. 3) du Pacte, toute personne arrêtée ou placée en détention pour infraction pénale présumée doit être traduite dans le plus court délai devant un juge. Comme le Comité des droits de l'homme l'a expliqué, quarante-huit heures suffisent généralement pour respecter l'obligation de traduire un détenu « dans le plus court délai » devant un juge ; tout délai supérieur à quarante-huit heures doit rester absolument exceptionnel et être justifié par les circonstances⁷. En l'absence d'informations ou de justifications fournies par le Gouvernement, le Groupe de travail estime qu'aucun des intéressés n'a été traduit dans le plus court délai devant un juge, en violation de l'article 9 (par. 3) du Pacte. Au sujet de M. Al-Khabbaz, qui était mineur au moment de son arrestation, le Groupe de travail rappelle les articles 37 (al. b)) et 40 (par. 2, al. b), ii)) de la Convention relative aux droits de l'enfant. Le Groupe de travail rappelle que tout enfant arrêté et privé de sa liberté devrait comparaître dans un délai de vingt-quatre heures devant une autorité compétente qui puisse examiner la légalité de sa détention ou de son maintien en détention⁸.

88. Le Gouvernement affirme que, le 7 octobre 2020, les quatre intéressés ont été interrogés par le procureur et ont reconnu les faits qui leur étaient reprochés. Le procureur a ensuite ordonné qu'ils soient incarcérés et déférés au tribunal pénal. Le Groupe de travail rappelle qu'un procureur ne peut pas être considéré comme une autorité judiciaire aux fins de l'article 9 (par. 3) du Pacte⁹.

89. Selon la source, les quatre intéressés ont été détenus au secret. Après un premier appel téléphonique autorisé après leur arrestation, la communication avec eux a été interrompue pendant une période allant de cinq à dix jours. Le Gouvernement ne réfute pas cette allégation et redit dans sa deuxième réponse, adressée tardivement, que les intéressés ont eu droit à un appel téléphonique après leur arrestation, ce qui concorde avec les informations fournies par la source. La source réaffirme dans ses observations complémentaires que les intéressés ont été détenus au secret pendant toute la durée de leur interrogatoire, sans contact avec leur avocat ou leur famille après leur premier appel téléphonique. Le Gouvernement fait référence à la législation nationale dans sa réponse tardive, mais ne réfute pas cette affirmation factuelle précise de la source.

90. Il apparaît que les intéressés n'ont pas pu exercer comme il se doit leur droit de contester leur détention devant un tribunal qui puisse statuer sans délai sur la légalité de celle-ci comme le prévoit l'article 9 (par. 4) du Pacte. Placer des personnes en détention d'une façon telle qu'elles sont totalement ou partiellement privées de contact avec le monde extérieur, en particulier avec leur famille et leur avocat, viole leur droit, énoncé à l'article 9 (par. 4) du Pacte, de contester la légalité de leur détention devant un tribunal¹⁰. Le contrôle judiciaire de la détention est une garantie fondamentale de la liberté personnelle¹¹ et est essentiel pour que la détention soit juridiquement fondée. Comme les intéressés n'ont pas pu contester leur détention, leur droit de disposer d'un recours utile, qui est garanti par l'article 8 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et l'article 2 (par. 3) du Pacte, a également été violé. La source note que les intéressés ont été détenus au secret non seulement après leur arrestation, mais également à d'autres moments. Après sa tentative d'évasion de l'hôpital psychiatrique, M. Al-Alawi a pu informer ses parents de l'endroit où il se trouvait le 19 février 2022, mais sa famille est restée dans l'ignorance de l'endroit où il se trouvait

⁵ Comité des droits de l'homme, observation générale n° 35 (2014), par. 27 ; et avis n° 30/2017, par. 58 et 59.

⁶ Avis n° 10/2015 (par. 34) ; 46/2019 (par. 51) ; 59/2019 (par. 46) ; et 46/2020 (par. 40).

⁷ Comité des droits de l'homme, observation générale n° 35, par. 33. Voir aussi [CCPR/C/BHR/CO/1](#), par. 39 et 40.

⁸ Comité des droits de l'enfant, observation générale n° 24 (2019), par. 90.

⁹ Comité des droits de l'homme, observation générale n° 35, par. 32 ; et avis n° 5/2020.

¹⁰ Voir les avis n° 32/2019, 33/2019, 45/2019, 59/2019, 5/2020 et 41/2020.

¹¹ [A/HRC/30/37](#), par. 3.

lorsqu'il a été repris après son évasion et n'avait reçu aucune information officielle à ce sujet au moment où la source a soumis ses observations complémentaires le 26 avril 2022.

91. De surcroît, comme l'a noté le Comité des droits de l'homme, un accès rapide et régulier à des membres de la famille ainsi qu'à du personnel médical et à des avocats indépendants est une garantie essentielle et nécessaire à la prévention de la torture et à la protection contre la détention arbitraire et les atteintes à la sécurité de la personne¹². Le Groupe de travail conclut que les intéressés ont été privés de leur droit à des contacts avec le monde extérieur, en violation de la règle 58 de l'Ensemble de règles minima des Nations Unies pour le traitement des détenus (Règles Nelson Mandela)¹³ et des principes 15 et 19 de l'Ensemble de principes pour la protection de toutes les personnes soumises à une forme quelconque de détention ou d'emprisonnement. Il apparaît en outre que le principe 16 (par. 1) de l'Ensemble de principes, qui dispose qu'une personne ne peut être arrêtée ou transférée sans qu'il lui soit donné la possibilité d'aviser (ou sans que les autorités soient tenues d'aviser) les membres de sa famille ou d'autres personnes de son choix du lieu où elle se trouve, a été violé lors de la deuxième arrestation de M. Al-Alawi.

92. Pour les raisons énoncées ci-dessus, le Groupe de travail estime que la détention de MM. Al-Khabbaz, Meshamea, Hasan et Al-Alawi est arbitraire et relève de la catégorie I.

ii. Catégorie III

93. La source affirme que les quatre intéressés n'ont pas eu droit à un procès équitable, car ils n'ont pas bénéficié de l'assistance d'un avocat avant leur procès et ont été interrogés sans leur avocat. Le Gouvernement ne le nie pas et fait valoir que les intéressés ont bénéficié de l'assistance d'un avocat pendant le procès. Selon la source, MM. Al-Khabbaz et Hasan n'ont pas été autorisés à communiquer avec leur avocat après leur arrestation, de sorte qu'ils n'ont pas réussi à préparer leur procès comme il se devait. Quant à MM. Meshamea et Al-Alawi, le Groupe de travail estime que même s'ils ont été autorisés à consulter un avocat avant le procès, ils n'ont absolument pas disposé du temps et des facilités nécessaires à la préparation de leur défense. Le Gouvernement ne conteste pas les allégations formulées à cet égard. Les deux parties conviennent que MM. Hasan et Al-Alawi n'étaient pas représentés par avocat lorsqu'ils ont comparu devant le Bureau du Procureur le 7 octobre 2021.

94. Le Groupe de travail rappelle que toute personne privée de sa liberté a le droit d'être assistée par l'avocat de son choix à tout moment pendant sa détention, y compris immédiatement après son arrestation, et que cette assistance doit lui être accordée dans délai¹⁴. Le Groupe de travail estime que la source a établi que les intéressés n'avaient pas bénéficié de l'assistance d'un avocat dès leur placement en détention et n'avaient pas non plus été représentés à d'autres moments cruciaux, notamment pendant leur interrogatoire. Les intéressés ont donc été privés du droit de disposer du temps et des facilités nécessaires à la préparation de leur défense et de communiquer avec le conseil de leur choix, énoncé à l'article 14 (par. 3 b)) du Pacte. Quant à M. Al-Khabbaz, le Groupe de travail rappelle que les articles 37 (al. d)) et 40 (par. 2, al. b) ii)) de la Convention relative aux droits de l'enfant lui confèrent le droit d'avoir rapidement accès à une assistance juridique et de bénéficier d'une assistance juridique pour la préparation de sa défense. Les États devraient faire en sorte que les enfants bénéficient d'une assistance juridique ou de toute autre assistance appropriée dès le début de la procédure, pendant la préparation et la présentation de leur défense et jusqu'à l'épuisement de toutes les possibilités de recours ou de réexamen¹⁵.

95. Le Groupe de travail n'est pas convaincu par le démenti que le Gouvernement oppose aux allégations de torture. Ce démenti présente un contraste avec la description détaillée que la source fait de la torture physique et psychologique que MM. Al-Khabbaz, Meshamea

¹² Comité des droits de l'homme, observation générale n° 35, par. 58 ; et avis n° 84/2020, par. 69.

¹³ Avis n°s 35/2018 (par. 39) ; 44/2019 (par. 74 et 75) ; et 45/2019 (par. 76).

¹⁴ Principes de base et lignes directrices des Nations Unies sur les voies et procédures permettant aux personnes privées de liberté d'introduire un recours devant un tribunal, principe 9 et ligne directrice 8 ; Comité des droits de l'enfant, observation générale n° 24, par. 95, al. e) ; et [CRC/C/BHR/CO/4-6](#), par. 44, al. b).

¹⁵ Comité des droits de l'enfant, observation générale n° 24, par. 49 ; et Ensemble de règles minima des Nations Unies concernant l'administration de la justice pour mineurs (Règles de Beijing), règle 15.

et Hasan auraient subie. Quant à M. Al-Alawi, les allégations générales le concernant sont étayées par des informations détaillées sur la forte détérioration de son état psychique après les actes de torture qu'il aurait subis, notamment sur une tentative de suicide et de graves problèmes psychologiques persistants.

96. Le Groupe de travail se réfère aux informations fournies par le Gouvernement au sujet de l'enquête menée par l'Unité spéciale d'enquête sur les allégations de torture concernant MM. Al-Alawi et Meshaimea. Quant à M. Al-Alawi, qu'aucune plainte n'ait été déposée en son nom ainsi que l'affirme le Gouvernement est démenti par la source qui produit à l'appui de ses dires la lettre que le père de l'intéressé a adressée à l'Unité spéciale d'enquête au sujet des faits présumés de torture.

97. Le Groupe de travail rappelle les préoccupations déjà formulées à propos de l'indépendance et de l'efficacité de l'Unité spéciale d'enquête¹⁶. Dans ses observations finales de 2017, le Comité contre la torture relève que les organes d'enquête de Bahreïn, notamment le Médiateur et l'Unité spéciale d'enquête, ne sont ni indépendants, ni efficaces. Le Comité constate que le Médiateur et l'Unité spéciale d'enquête n'ont guère produit d'effet depuis leur création en 2012 et que les autorités n'ont fourni que très peu d'informations sur leurs résultats¹⁷. Ces conclusions sont corroborées par le manque d'objectivité dont la source fait état au sujet des enquêtes menées par l'Unité.

98. Le Groupe de travail estime donc que la source a établi de façon à première vue crédible que les intéressés ont été soumis à des actes de torture et de violence physique et psychologique. Les faits présumés semblent contraires à l'article 5 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et à l'article 7 du Pacte. Le Groupe de travail rappelle de surcroît au sujet de M. Al-Khabbaz les droits conférés à celui-ci par l'article 37 (al. a) et c)) de la Convention relative aux droits de l'enfant et les articles 2 et 16 de la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants¹⁸. L'emploi de la force physique ou psychologique sur un enfant est un abus de pouvoir extrêmement grave, sans la moindre utilité et la moindre proportionnalité¹⁹. Le Groupe de travail rappelle qu'en mai 2017, le Comité contre la torture s'est dit préoccupé par les allégations de torture concernant des personnes mineures au moment de leur arrestation ainsi que par l'incarcération de mineurs à Bahreïn²⁰. Vu les allégations graves de torture et de maltraitance, le Groupe de travail renvoie la présente affaire à la Rapporteuse spéciale sur la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants.

99. La source affirme que les intéressés ont tous quatre été condamnés sur la foi de déclarations signées ou d'aveux faits sous la torture et la contrainte que l'accusation a utilisés comme principaux éléments à charge. Elle affirme de surcroît que les aveux extorqués par la force à un tiers ont servi de motif à l'arrestation de M. Meshaimea. Le Groupe de travail considère que l'ensemble de la procédure est inéquitable si une déclaration obtenue par la torture est admise à titre de preuve²¹. Il incombe au Gouvernement de prouver que les personnes concernées se sont exprimées sans contrainte, ce qu'il n'a pas fait en l'espèce²². Les intéressés n'ont pas bénéficié de l'assistance d'un avocat lorsqu'ils seraient passés aux aveux pendant leur interrogatoire. Le Gouvernement ne réfute pas cette allégation. Les aveux faits en l'absence d'avocat ne peuvent être admis comme preuve dans une procédure pénale²³. Il s'ensuit que des droits conférés aux quatre intéressés par l'article 14 du Pacte, en l'espèce leur droit à la présomption d'innocence (par. 2) et leur droit de ne pas être forcés de s'avouer coupables (par. 3 g)), ont été violés, tout comme le principe 21 de l'Ensemble de principes pour la protection de toutes les personnes soumises à une forme quelconque de détention ou d'emprisonnement, qui interdit, afin de protéger les détenus contre l'auto-incrimination et les

¹⁶ CAT/C/BHR/CO/2-3, par. 28 ; et avis n° 4/2021, par. 72.

¹⁷ CAT/C/BHR/CO/2-3, par. 28.

¹⁸ Voir aussi les avis n°s 41/2015 (par. 42) ; et 2/2021 (par. 74).

¹⁹ Avis n° 3/2017, par. 30 ; et CRC/C/BHR/CO/4-6, par. 26 et 27.

²⁰ CAT/C/BHR/CO/2-3, par. 26 et 27.

²¹ Avis n°s 43/2012, 34/2015, 52/2018 et 59/2019.

²² Comité des droits de l'homme, observation générale n° 32 (2007), par. 41 ; et CAT/C/BHR/CO/2-3, par. 12 et 13 et 16 et 17.

²³ Avis n°s 14/2019 et 59/2019. Voir aussi E/CN.4/2003/68, par. 26, al. e) ; A/HRC/45/16, par. 53 ; et Comité des droits de l'enfant, observation générale n° 24, par. 58 à 60.

aveux forcés, « d’abuser de la situation d’une personne détenue ou emprisonnée pour la contraindre à avouer, à s’incriminer de quelque autre façon ou à témoigner contre toute autre personne ».

100. Le Groupe de travail rappelle que le Comité contre la torture a conclu que le fait d’infliger intentionnellement des souffrances physiques ou psychologiques pour obtenir des aveux constituait également une violation des obligations mises à la charge de Bahreïn par les articles 2, 15 et 16 de la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants. De plus, le procureur était dans l’obligation d’enquêter sur les actes de torture et les aveux forcés et de rendre compte de ceux-ci selon les principes 12 et 16 des Principes directeurs applicables au rôle des magistrats du parquet²⁴. Enfin, en réponse à la question d’un avocat, dont les dossiers font état, un des quatre intéressés a déclaré n’avoir cité une autre personne que sous la menace de tortures physiques et psychologiques. Le Groupe de travail a déjà établi que déclarer admissibles des preuves obtenues de tiers par la torture était également contraire à l’article 14 (par. 3 g)) du Pacte²⁵.

101. Le Groupe de travail a affirmé que l’interdiction d’utiliser des aveux de culpabilité était d’autant plus importante que la victime était mineure²⁶. En l’espèce, le Groupe de travail rappelle les droits conférés à M. Al-Khabbaz par l’article 40 (par. 2, al. b), i) et iv)) de la Convention relative aux droits de l’enfant, à savoir le droit à la présomption d’innocence et le droit de ne pas être contraint à s’avouer coupable²⁷. Le Groupe de travail note également que le Comité des droits de l’enfant s’est dit préoccupé par la détention arbitraire d’enfants, par les informations faisant état de mauvais traitements infligés à des enfants par la police et dans des centres de détention et par le fait que des responsables de l’application des lois auraient fait usage de la torture pour extorquer des aveux à des enfants placés en détention à Bahreïn²⁸.

102. La source affirme également que les intéressés n’ont pas été autorisés à produire des éléments pour se défendre. Le Groupe de travail constate que le Gouvernement ne répond pas à cette allégation et conclut à une violation du principe de l’égalité des moyens consacré par l’article 14 (par. 3 e)) du Pacte. Le Groupe de travail renvoie l’affaire à la Rapporteuse spéciale sur l’indépendance des juges et des avocats²⁹.

103. Quant à M. Al-Alawi, la source affirme que des preuves fabriquées sont également utilisées pour porter de fausses accusations contre lui. Le Gouvernement ne réfute pas cette allégation en particulier. Le Groupe de travail n’entend pas se substituer à un enquêteur bahreïnien, mais les révélations selon lesquelles des éléments à charge déterminants ont été fabriqués peuvent amener à conclure à une violation du droit à une procédure régulière³⁰.

104. La source affirme qu’à la première audience de la quatrième chambre de la Haute Cour pénale, consacrée à l’examen de l’affaire de tous les accusés, qui a eu lieu le 27 mai 2021, M. Al-Khabbaz a été jugé avec ses coaccusés. Le 30 novembre 2021, l’avocat a informé la famille que l’affaire de M. Al-Khabbaz était renvoyée à la justice restauratrice pour mineurs, qui a confirmé le 25 avril 2022 le jugement rendu en première instance, et ce, en dépit du rapport d’évaluation favorable des experts sociaux. Le Groupe de travail rappelle au Gouvernement que selon les articles 37 et 40 de la Convention relative aux droits de l’enfant, il est dans l’obligation de déférer les justiciables mineurs à des juridictions spécialisées et de privilégier les mesures de déjudiciarisation les concernant³¹.

105. Le Groupe de travail conclut que les nombreuses violations des droits à un procès équitable et au respect de la légalité sont d’une gravité telle que la détention de MM. Al-Khabbaz, Meshaimea, Hasan et Al-Alawi est arbitraire et relève de la catégorie III.

²⁴ Avis n° 47/2017 (par. 29) ; et 63/2020 (par. 42).

²⁵ Avis n° 34/1995 (par. 6 à 8, al. a)).

²⁶ Avis n° 27/2014, par. 27 à 30.

²⁷ CAT/C/BHR/CO/2-3, par. 16.

²⁸ CRC/C/BHR/CO/4-6, par. 26 et 27.

²⁹ Avis n° 4/2021, par. 101.

³⁰ Avis n° 59/2016, par. 63.

³¹ CRC/C/BHR/CO/4-6, par. 43 et 44 ; Comité des droits de l’enfant, observation générale n° 24, par. 15 à 18 ; et Règles de Beijing, règle 11.

106. Le Groupe de travail admet que les États sont tenus d'enquêter sur les infractions et de poursuivre les responsables et tient à souligner que le présent avis est adopté sans préjudice de la culpabilité ou autre des quatre intéressés. Il reste que les États parties doivent respecter les dispositions du Pacte, dont il est établi que certaines ont été enfreintes en l'espèce³².

iii. Observations finales

107. Bien que le Gouvernement le dise stable, l'état de santé de MM. Al-Khabbaz et Al-Alawi continue de préoccuper le Groupe de travail vu les graves problèmes médicaux dont la source fait état les concernant tous deux. M. Al-Khabbaz aurait été torturé alors qu'il était mineur, a perdu du poids et souffre de troubles chroniques et de thalassémie. M. Al-Alawi a été admis dans un hôpital psychiatrique et continue de souffrir de graves troubles mentaux. Selon l'article 10 (par. 1) du Pacte, toute personne privée de sa liberté doit être traitée avec humanité et dignité, ce qui implique de lui prodiguer des soins médicaux appropriés³³.

108. Le présent avis concerne la privation de liberté de quatre personnes, dont M. Al-Alawi, mais le Groupe de travail est vivement préoccupé par la façon dont les autorités ont traité des proches de M. Al-Alawi, car ceux-ci auraient été enchaînés à leur domicile avant d'être arrêtés pour avoir hébergé M. Al-Alawi qui avait trouvé refuge chez eux lors de son évasion. Le Gouvernement n'aborde pas ces allégations.

109. Ces quatre affaires suivent le même scénario que de nombreuses affaires de privation arbitraire de liberté portées ces dernières années à l'attention du Groupe de travail à Bahreïn³⁴. Le Groupe de travail constate que bon nombre de ces affaires concernant Bahreïn suivent un scénario récurrent qui mêle arrestation sans mandat, détention provisoire sans guère de recours, privation de l'assistance d'un avocat, aveux forcés, torture et mauvais traitements et privation de soins médicaux. Le Groupe de travail rappelle qu'en certaines circonstances, l'emprisonnement généralisé ou systématique ou d'autres formes graves de privation de liberté contraires aux règles du droit international peuvent constituer des crimes contre l'humanité³⁵.

110. Le Groupe de travail serait heureux de pouvoir effectuer une visite à Bahreïn. Le Groupe de travail s'est rendu à Bahreïn en octobre 2001 et estime qu'une nouvelle visite tomberait à point nommé.

111. Compte tenu de ce qui précède, le Groupe de travail rend l'avis suivant :

La privation de liberté de Sayed Mujtaba Saeed Alawi Ali al-Khabbaz, Hasan Hameed Abdulnabi Ali Naser Meshamea, Sayed Ahmed Hadi Alawi Amin Hasan et Sayed Mahmood Ali Moosa Jaafar al-Alawi est arbitraire en ce qu'elle est contraire aux articles 3, 6, 8, 9, 10 et 11 (par. 1) de la Déclaration universelle des droits de l'homme et aux articles 2 (par. 1 et 3), 9, 14 et 16 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques et relève des catégories I et III.

112. Le Groupe de travail demande au Gouvernement bahreïni de prendre les mesures qui s'imposent pour remédier sans tarder à la situation de MM. Al-Khabbaz, Meshamea, Hasan et Al-Alawi et la rendre compatible avec les normes internationales applicables, notamment celles énoncées dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et le Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

113. Le Groupe de travail estime que, compte tenu de toutes les circonstances de l'espèce, la mesure appropriée consisterait à libérer immédiatement MM. Al-Khabbaz, Meshamea, Hasan et Al-Alawi et à leur accorder le droit d'obtenir réparation, notamment sous la forme d'une indemnisation, conformément au droit international³⁶. Dans le contexte actuel de la pandémie mondiale de COVID-19 et de la menace que celle-ci représente dans les lieux de détention, le Groupe de travail demande au Gouvernement de prendre des mesures urgentes pour faire en sorte que les intéressés soient immédiatement libérés.

³² Avis n° 62/2020, par. 77.

³³ Avis n° 26/2017, par. 66.

³⁴ Voir, par exemple, les avis n°s 31/2019, 59/2019, 73/2019, 5/2020, 41/2020 et 87/2020.

³⁵ Avis n° 47/2012, par. 22.

³⁶ A/HRC/45/16, annexe I.

114. Le Groupe de travail demande instamment au Gouvernement de veiller à ce qu'une enquête approfondie et indépendante soit menée sur les circonstances de la privation arbitraire de liberté de MM. Al-Khabbaz, Meshamea, Hasan et Al-Alawi, y compris sur les allégations de torture les concernant, et de prendre les mesures qui s'imposent contre les responsables de la violation des droits de ceux-ci.

115. Comme prévu au paragraphe 33 (al. a)) de ses méthodes de travail, le Groupe de travail renvoie l'affaire à la Rapporteuse spéciale sur la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants et à la Rapporteuse spéciale sur l'indépendance des juges et des avocats pour qu'elles prennent les mesures qui s'imposent.

116. Le Groupe de travail demande au Gouvernement d'utiliser de tous les moyens à sa disposition pour diffuser le présent avis aussi largement que possible.

Procédure de suivi

117. Conformément au paragraphe 20 de ses méthodes de travail, le Groupe de travail prie la source et le Gouvernement de l'informer de la suite donnée aux recommandations formulées dans le présent avis, et notamment de lui faire savoir :

- a) Si MM. Al-Khabbaz, Meshamea, Hasan et Al-Alawi ont été mis en liberté et, dans l'affirmative, à quelle date ;
- b) Si MM. Al-Khabbaz, Meshamea, Hasan et Al-Alawi ont obtenu réparation, notamment sous la forme d'une indemnisation ;
- c) Si la violation des droits de MM. Al-Khabbaz, Meshamea, Hasan et Al-Alawi a fait l'objet d'une enquête et, dans l'affirmative, quelle a été l'issue de celle-ci ;
- d) Si Bahreïn a modifié sa législation ou sa pratique afin de les rendre conformes aux obligations mises à sa charge par le droit international, dans le droit fil du présent avis ;
- e) Si d'autres mesures ont été prises en vue de donner suite au présent avis.

118. Le Gouvernement est invité à informer le Groupe de travail de toute difficulté rencontrée dans l'application des recommandations formulées dans le présent avis et à lui faire savoir s'il a besoin qu'une assistance technique supplémentaire lui soit fournie, par exemple dans le cadre d'une visite du Groupe de travail.

119. Le Groupe de travail prie la source et le Gouvernement de lui fournir les informations demandées dans les six mois suivant la communication du présent avis. Il se réserve néanmoins le droit de prendre des mesures de suivi si de nouvelles informations préoccupantes concernant l'affaire sont portées à son attention. Cela lui permettra de faire savoir au Conseil des droits de l'homme si des progrès ont été accomplis dans l'application de ses recommandations ou si, au contraire, rien n'a été fait en ce sens.

120. Le Groupe de travail rappelle que le Conseil des droits de l'homme a engagé tous les États à coopérer avec lui et les a priés de tenir compte de ses avis, de faire le nécessaire pour remédier à la situation de toutes personnes arbitrairement privées de liberté et de l'informer des mesures prises à cette fin³⁷.

[Adopté le 31 août 2022]

³⁷ Résolution 42/22 du Conseil des droits de l'homme, par. 3 et 7.